

La politique européenne de la jeunesse vue par les Verts

Le mouvement écologique est sans aucun doute un mouvement jeune: il est en grande partie apparu à l'initiative de jeunes gens qui ne se satisfaisaient pas de la façon dont le monde avait été dirigé historiquement et qui entendaient proposer une approche différente envers notre relation à la planète et entre nous, êtres humains. Par nature, les Verts se préoccupent du bien-être des générations futures. À cet égard, nous donnons un exemple de cette philosophie à la fois en mettant en œuvre au sein de nos partis une politique verte cohérente de la jeunesse et en la défendant au-dehors.

Les jeunes sont souvent considérés comme un problème pour la société, la politique de la jeunesse étant censée être la solution à ce problème. Les Verts européens s'opposent fermement à cette perception de la politique de la jeunesse. Les jeunes ne doivent pas être perçus comme une source de conflits mais comme une collectivité capable de contribuer de manière fondamentale au développement de la société, pour autant que ses besoins spécifiques soient respectés.

Par conséquent, la politique de la jeunesse doit instaurer un cadre commun visant à mettre en place l'égalité des droits et l'égalité de l'accès à leurs droits pour les jeunes, en tant que membres de la société égaux à tous les autres groupes d'âge. Nous soutenons en outre que la politique de la jeunesse doit être conçue dans la perspective de la solidarité intergénérationnelle, en tenant compte de la compréhension spécifique des besoins des jeunes de manière à respecter également les besoins des autres tranches d'âge.

Pour que la politique de la jeunesse soit efficace, elle doit venir des jeunes. À l'heure de concevoir ou de réformer une politique de la jeunesse, il est primordial d'écouter ce que les jeunes ont à dire. Nous nous battons donc pour que l'élaboration de la politique de la jeunesse soit davantage participative. L'objectif global de la politique verte de la jeunesse est d'améliorer les conditions de vie, d'apprentissage et de travail des jeunes, ainsi que de renforcer leurs possibilités de participer à la société. À partir de ce point de vue, nous allons nous concentrer sur sept sujets qui devraient se trouver au cœur de toute politique complète de la jeunesse: l'éducation, l'emploi, l'accès aux services de soins de santé, le logement, la citoyenneté et la représentativité, la mobilité et les loisirs.

1. Éducation

L'éducation devrait être subventionnée par l'État à tous les niveaux et être universelle, c'est-à-dire accessible à tous, indépendamment du genre, de l'orientation religieuse, de la race, de l'origine ethnique, du handicap ou de l'âge. L'éducation devrait tendre à l'épanouissement de l'individu et au développement de son plein potentiel. Dès l'école primaire, les programmes devraient comporter une éducation à la citoyenneté, à la politique et à l'environnement, en vue de préparer les jeunes à participer pleinement à la société dès leur plus jeune âge. Nous exigeons en outre que l'enseignement ne soit pas confessionnel.

Qui plus est, les programmes scolaires devraient inclure des cours d'éducation sexuelle, en mettant l'accent sur les droits en matière de santé sexuelle et reproductive et sur le respect des minorités sexuelles, en vue de lutter contre les pratiques homophobes dès le plus jeune âge.

L'apprentissage des langues doit être encouragé dès l'école primaire. Nous mettons l'accent sur l'importance de l'éducation transeuropéenne. Tous les étudiants doivent avoir la possibilité de voyager en Europe et d'étudier dans différents pays, et doivent être encouragés à le faire. Les bourses d'éducation transeuropéenne seront étendues.

Nous nous préoccupons particulièrement de la qualité de l'enseignement dispensé dans les écoles publiques. L'accent doit être mis sur le développement d'un système éducatif de qualité, capable de préparer les élèves à la vie professionnelle et à la participation civile. Cela nécessite impérativement des investissements publics dans l'enseignement, principalement afin de permettre une rémunération appropriée et une reconnaissance sociale des acteurs éducatifs et de doter les écoles d'installations modernes, telles que des laboratoires d'informatique ou des bibliothèques numériques. L'accès à la culture et à la connaissance ouverte par le biais des nouvelles technologies devrait être un droit acquis dans les écoles et les universités. L'illustration parfaite de ce principe serait l'accès universel gratuit à l'internet.

Nous nous inquiétons également du nombre croissant de jeunes en décrochage scolaire, surtout dans les catégories de la population parfois marginalisées, comme les jeunes migrants. À cet égard, nous revendiquons un système éducatif offrant des points de retour multiples, pour permettre aux jeunes de reprendre facilement le chemin de l'école.

Parce que l'éducation commence bien avant d'entrer à l'école, à savoir au jardin d'enfants, l'État devrait financer entièrement l'enseignement préscolaire, qui serait ainsi gratuit, dans tous les pays européens. Ce faisant, l'État permettrait à davantage d'enfants d'accéder à l'enseignement préscolaire et leur donnerait des chances égales, indépendamment de la situation financière de leurs parents. Les jeunes couples pourraient ainsi fonder une famille quand ils le souhaitent, sans devoir attendre d'être financièrement aptes à le faire.

Nous appelons à l'instauration d'un enseignement supérieur gratuit et sans droits d'inscription. L'enseignement supérieur doit être conçu de manière à donner une certaine flexibilité aux étudiants, pour qu'ils puissent combiner leurs études avec un travail et/ou une citoyenneté active. L'enseignement supérieur doit être accessible à tous, en prévoyant des prêts à taux zéro pour les étudiants, en fournissant des repas sains et bon marché dans les cantines et en mettant des logements accessibles à la disposition des étudiants ne provenant pas de la ville où ils étudient.

Qui plus est, des logements universitaires devraient être disponibles et accessibles aux jeunes étudiants et aux jeunes professeurs universitaires. Ces logements devraient offrir aux étudiants des conditions de vie décentes, avec tous les services requis. Les logements universitaires devraient toujours comprendre des cuisines équipées, des buanderies et des espaces communs, de manière à garantir aux étudiants au moins les normes de confort minimales. Un accès gratuit à l'internet devrait aller de soi dans tous les logements universitaires. Si les étudiants avaient largement accès aux logements universitaires, ils ne seraient pas obligés d'accepter un travail de mauvaise qualité et mal rémunéré pour payer leur loyer et auraient ainsi davantage de temps à consacrer à leurs études. Les universités et les écoles secondaires devraient également être tenues de prévoir des structures

d'accueil à l'intention des jeunes parents et des professeurs, pour que les jeunes couples puissent continuer leurs études pendant que l'on s'occupe de leurs enfants.

Il convient d'envisager l'éducation dans le sens plus large d'apprentissage tout au long de la vie et embrassant tous les aspects de la vie, et ne jamais la réduire à un apprentissage purement scolaire. Au plus haut niveau, l'importance des études universitaires pour le développement social ne peut minimiser le rôle fondamental que la formation professionnelle joue dans nos systèmes éducatifs et dans nos économies, en formant des professionnels dotés d'une grande expertise dans des domaines de connaissance spécifiques et d'importance cruciale pour le fonctionnement de notre société.

Enfin, l'enseignement prodigué par des canaux non officiels, par le volontariat dans des organisations de la société civile notamment, fait partie intégrante de l'éducation et devrait être reconnu aussi bien par la société que dans les programmes scolaires. Ce type d'enseignement permet de développer un ensemble de compétences et de valeurs complémentaires fondamentales pour la vie en société mais sur lesquelles l'enseignement officiel ne met pas forcément l'accent: l'engagement, la pensée collective, la tolérance, la durabilité et les compétences interpersonnelles.

À titre de remarque générale, affirmons que l'éducation en soi ne doit pas être seulement considérée comme un marchepied pour accéder au marché du travail, mais plutôt comme un élément d'épanouissement intellectuel et personnel.

2. Emploi

Tous les jeunes devraient avoir le choix et la possibilité d'accéder au marché du travail. Cependant, se limiter à garantir l'accès au monde du travail ne suffit pas. Les conditions d'emploi sont fondamentales pour la stabilité et la sécurité des jeunes. Il convient par conséquent de renverser le schéma actuel où il est si difficile de trouver un emploi et si facile de le perdre afin de faciliter l'accès au travail et de durcir les procédures de licenciement. Nous devrions donc nous efforcer de mettre en place une législation forte afin de limiter la précarité sur le marché du travail.

Nous appelons à l'instauration de mesures spécifiques pour réduire la précarité, notamment la fixation d'un salaire minimal raisonnable dans tous les pays européens. Il incomberait à chaque pays de décider de la marche à suivre pour fixer ce salaire minimal: l'inscrire dans la loi ou dans des conventions collectives de travail, à différents niveaux. Les incitants fiscaux sont une autre possibilité de permettre aux jeunes de ne pas rester confinés à des contrats sous-payés et à court terme, ne pouvant qu'engendrer insécurité sociale et économique en les empêchant de développer leur projet de vie.

Il s'agit également de leur proposer une assistance et un conseil juridiques gratuits en vue de soutenir l'esprit d'entreprise chez les jeunes, et de mettre à leur disposition des prêts à des conditions avantageuses.

Les jeunes devraient pouvoir avoir accès à des stages en entreprise et à d'autres types d'expérience professionnelle en étant payés à un prix équitable, de manière à pouvoir être autonomes financièrement durant le stage. Les stages ne peuvent en aucune manière se substituer à des emplois permanents et les jeunes doivent être suivis selon les objectifs éducatifs de l'expérience. Ces différentes formations devraient en outre être davantage reconnues par les employeurs comme de véritables expériences professionnelles.

Soulignons également que l'écart des rémunérations entre les hommes et les femmes existant sur le marché du travail se manifeste également pour les premiers emplois et les emplois de base. Nous exigeons par conséquent que le principe «à travail égal, salaire égal» soit appliqué indépendamment de la nature et du niveau de l'emploi en question.

Selon nous, il est important que les jeunes puissent concilier études, travail et volontariat avec leur vie privée et leurs loisirs, car c'est une condition préalable à leur participation à la société. Nous sommes donc en faveur de politiques de gestion du temps plus strictes, prévoyant des horaires de travail adaptés, particulièrement pour les étudiants.

3. Santé

L'État devrait garantir un accès gratuit aux soins de santé, avec des traitements médicaux de qualité égale pour tous. Les jeunes sont souvent marginalisés dans ce domaine en raison des coûts élevés des assurances-maladie et des médicaments. Il est absolument fondamental à cet égard que les écoles et les campus universitaires fassent appel à des médecins, que les étudiants pourraient aller consulter gratuitement et à tout moment, y compris pendant les vacances scolaires.

En-dehors des soins médicaux, chaque établissement scolaire devrait engager des conseillers d'éducation formés à la psychologie des enfants et des adolescents, capables de répondre aux problèmes spécifiques des étudiants, depuis l'orientation professionnelle jusqu'aux questions d'ordre personnel. Pour les jeunes non intégrés au système d'éducation officiel, ces services médicaux et psychologiques devraient être fournis dans des centres de la jeunesse spécifiques.

Le sport est indispensable à la forme et au bien-être physiques. Il a également des effets positifs avérés sur la santé mentale. Au-delà des bénéfices personnels, des citoyens en bonne santé ont également un impact positif sur le système de santé et le secteur productif, ce qui a à son tour un effet positif sur les finances publiques. En vue de promouvoir des modes de vie sains dès le plus jeune âge, les programmes scolaires devraient prévoir dans tous les cas des cours d'éducation physique, pour tous les enfants. Ceux-ci ne devraient pas se limiter aux exercices sportifs: il s'agit également de promouvoir une bonne culture alimentaire et de donner des informations sur une alimentation saine.

Lorsque l'on s'intéresse aux questions de santé touchant particulièrement les jeunes, l'on remarque que la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation occupent une place extrêmement importante. Il est donc crucial d'avoir très tôt accès à une éducation sexuelle et à des conseils en la matière, aussi bien avant d'entamer une activité sexuelle à proprement parler qu'après, afin d'éviter les maladies sexuellement transmissibles (MST) et les grossesses non désirées. Le dépistage des MST devrait pouvoir se faire facilement et gratuitement et tout le monde devrait avoir accès aux centres de planning familial et de consultation. De même, tous les jeunes de moins de 18 ans devraient pouvoir bénéficier gratuitement de moyens de contraception. Les femmes devraient pouvoir disposer de leur propre corps et de leur propre vie. Pour conclure, nous exigeons qu'il soit mis un terme à la criminalisation des relations sexuelles consentantes entre pairs et à la politique de deux poids, deux mesures suivie par certaines approches traditionnelles, cherchant à dissimuler la réalité et contribuant par là même à étendre les conséquences indésirables de l'acte en n'abordant pas le problème ouvertement.

4. Logement

Le logement est l'un des principaux problèmes rencontrés par les jeunes Européens aujourd'hui, tous milieux socio-économiques confondus. Les salaires peu élevés, associés à l'augmentation des prix des produits de base, à la concentration de la population dans les villes dites globales et à la spéculation immobilière, engendrent une concurrence acharnée dans la recherche d'espaces de vie décentes. Aujourd'hui, les jeunes constituent malheureusement un groupe vulnérable dans ce domaine, leur manque de garanties économiques entravant leur recherche d'un logement décent. Cette situation se traduit trop souvent par l'exclusion des jeunes de l'accès au logement.

Nous sommes convaincus que pour pouvoir s'émanciper et mieux décider de leurs possibilités futures, les étudiants et les jeunes adultes actifs devraient bénéficier d'un accès garanti à un logement décent et bon marché, et particulièrement les jeunes mères célibataires, les jeunes ménages, les migrants et les minorités susceptibles de faire l'objet d'une ségrégation. Des normes minimales en matière d'espace, d'eau et d'électricité, de dispositifs de cuisine et de lavage, de lumière naturelle et d'aération, d'isolation thermique et acoustique et d'accès gratuit à l'internet sont indispensables à une certaine dignité de vie.

Toutefois, sachant que le prix au mètre carré des logements est extrêmement élevé et augmente même encore dans de nombreux cas, et que la spéculation aggrave le problème, seule une intervention publique peut inverser la tendance. Investir massivement dans des logements publics subventionnés contribuerait à réguler les prix du marché et à les ramener à des niveaux plus bas et plus abordables. Les logements publics devraient cibler principalement les jeunes, qui sont, comme expliqué plus haut, l'un des groupes éprouvant le plus de difficultés à acquérir un logement pour la première fois. Il convient à cet égard d'accorder la priorité à la location plutôt qu'à l'acquisition pure et simple, car ce type d'arrangement devrait être perçu comme un tremplin solide à partir duquel les jeunes peuvent commencer à développer leur projet de vie. Une fois qu'il a suffisamment progressé dans la société et acquis une stabilité professionnelle lui permettant de chercher un nouveau logement sur le marché privé, le locataire peut laisser sa place à un autre jeune s'efforçant de trouver sa place dans la société. Cette rotation relativement rapide engendrerait une sorte de solidarité inter- et intragénérationnelle, au bénéfice de la cohésion sociale.

Ce type de politiques requiert des années et des années d'investissements. Or, même ce faisant, les logements publics ne suffiraient pas à couvrir les besoins de tous les jeunes. Il convient dès lors de mettre en œuvre d'autres mesures à l'intention des jeunes, telles que des taux d'intérêt préférentiels pour les jeunes contractant un prêt ou une hypothèque.

Qui plus est, des démarches nécessitant moins de temps et de ressources peuvent être entreprises. Pour commencer, les nouveaux logements devraient se situer à parts égales dans les différents quartiers urbains, en vue d'éviter de créer des ghettos ou des zones marginalisées. Promouvoir les contrats de type «logement contre services» est une autre possibilité: l'occupant restaure et réhabilite progressivement l'intérieur d'un bâtiment ancien habitable en échange du droit d'y vivre. Les deux parties ont à gagner à cet arrangement temporaire, puisque les locataires disposent d'un endroit où vivre en attendant de trouver une solution à plus long terme, tout en assumant l'entretien intérieur des bâtiments urbains. Enfin, sur le modèle des contrats «logement contre services», les logements intergénérationnels pourraient être encouragés, avec tous les bénéfices qu'ils peuvent apporter aux personnes impliquées. D'une part, les personnes âgées vivant seules accueillent un compagnon apte à veiller sur elles et à réagir en cas d'accident ou de problème grave de santé, en collaboration avec les services sociaux, et d'autre part, les jeunes disposent de leur propre espace indépendant et bénéficient de la compagnie d'un colocataire responsable. Ce système, bien qu'il ne puisse qu'être perçu comme un

arrangement temporaire, peut être une bonne manière de renforcer la compréhension et la coopération intergénérationnelles. Dernière proposition, à considérer comme un service d'aide de dernier recours: des dortoirs publics gratuits devraient être mis à la disposition des sans-abri.

5. Citoyenneté et représentativité

En ce qui concerne la participation des jeunes à la vie sociale et politique, nous sommes tout à fait convaincus qu'ils devraient avoir le droit et la possibilité de prendre part aux décisions qui façonnent la société et de les influencer. Les jeunes doivent être associés à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques qui les concernent, par l'intermédiaire d'instruments efficaces et de la représentation réelle et directe.

Les gouvernements et les décideurs politiques devraient garantir la représentation institutionnelle des jeunes. La citoyenneté active des jeunes devrait être encouragée en tant que droit et devoir par les institutions et pas seulement par la société civile.

Pour atteindre ce but, il faut promouvoir l'idée que les responsabilités démocratiques au sein de la société ne se limitent pas à voter tous les quatre ou cinq ans en fonction des élections. À cet égard, nous sommes convaincus qu'abaisser la majorité électorale à 16 ans contribuerait à accroître l'implication des jeunes dans la vie politique dès le plus jeune âge. Pour que les jeunes s'engagent dans la société et dans son développement, une autre condition doit toutefois être mise en place: les jeunes doivent avoir le sentiment d'en faire partie. L'inclusion sociale va au-delà de la simple acceptation: elle requiert la reconnaissance des besoins spécifiques de cette collectivité, de sa contribution à la société et de son potentiel futur. Il s'agit de participer aujourd'hui pour bâtir la société de demain.

Toutefois, la proportion des jeunes dans les organes de prise de décision, tels que les universités ou les comités économiques et sociaux, est toujours minime, à tel point qu'il serait plus exact de parler de sous-représentation. Le gouvernement et les décideurs politiques doivent dès lors veiller au dialogue avec les jeunes: la citoyenneté active des jeunes devrait être encouragée en tant que droit et devoir par les institutions et pas seulement par la société civile. La réalisation de cet objectif requiert une reconnaissance institutionnelle et une coopération politique avec les véritables organes de prise de décision des jeunes, qui doivent devenir les interlocuteurs principaux des politiques lorsqu'il s'agit d'élaborer et de mettre en œuvre des législations concernant les jeunes. La création de parlements de la jeunesse et de conseils de la jeunesse est la manifestation du désir des jeunes actifs au sein d'organisation de s'auto-organiser afin de parler d'une seule et même voix pour présenter les exigences intéressant tous les jeunes. Au niveau européen, la création du Forum européen de la jeunesse a constitué une étape importante. Il y a cependant toujours un manque général de ressources et l'influence des jeunes sur les politiques est toujours très limitée.

En général, la représentation institutionnelle des jeunes brille par son absence, en raison des difficultés énormes rencontrées pour se faire élire. Cela contribue évidemment à la tendance croissante au désintéressement des jeunes et de la société en général par rapport à la politique. Il faudrait donc élever la proportion des différentes tranches d'âge des élus, ainsi que des deux sexes. Une situation où ce sont des jeunes qui défendent les points de vue et les intérêts des jeunes au sein des organes politiques de décision est toujours un gage de la prise en compte de la jeunesse. Nous pensons donc qu'instaurer des quotas sur les listes des partis peut être une bonne manière d'atteindre cet objectif.

Enfin, pour que des résultats satisfaisants se dégagent de cette émancipation, il importe de développer une éducation à la citoyenneté dès le plus jeune âge. Enseigner les droits et les devoirs des citoyens, les principes démocratiques, les systèmes politiques, les idéologies et les partis ainsi que les formes de participation de la société civile permettrait de former des citoyens pleinement informés, conscients de leur responsabilité dans une plus large mesure. C'est une condition indispensable pour que les membres de la jeune génération développent leur plein potentiel en tant que citoyens libres contribuant à améliorer la société.

6. Mobilité

Dans un monde globalisé et de plus en plus interconnecté, les échanges entre les cultures sont fondamentaux, non seulement pour le développement personnel, mais également pour une meilleure compréhension et un meilleur développement mutuel. La reconnaissance de cette réalité a généré un flux continu de personnes, déséquilibré dans certains cas, en raison des grandes inégalités entre les pays en termes de développement (migrations Sud-Nord), et mieux réparti dans d'autres cas, entre des pays développés, au sein de l'Union européenne par exemple. Ces mouvements de personnes peuvent contribuer à générer une unité plus forte dans la diversité, en éliminant les stéréotypes et en comblant les fossés d'incompréhension créés par l'ignorance. La mobilité semble donc être un élément fondamental, non seulement en tant que droit civil, mais également en tant que source de développement personnel et d'évolution positive de la société. Le droit de se déplacer librement, sans frontières administratives empêchant de décider librement où aller, constitue une liberté personnelle significative. Partant, actualiser les régimes des visas en mettant en place des procédures gratuites, assouplies et accélérées, en vue de créer une Europe sans visas, est crucial pour les jeunes. Il importe de souligner que si la liberté de circulation doit être garantie pour tout un chacun, elle ne peut être une obligation. Ainsi, être disposé à voyager est souvent une condition préalable pour être engagé. Or, être obligé de voyager diminue souvent les chances des jeunes de devenir des citoyens actifs localement.

Au niveau local, il importe d'investir dans la mobilité verte, à la fois respectueuse de l'environnement et accessible aux jeunes. Il s'agit de mettre en place les conditions permettant une mobilité habituelle tout au long de la vie. L'aménagement de pistes cyclables appropriées permettant de circuler efficacement en ville sans devoir s'exposer dangereusement au trafic et à la pollution est une possibilité. Les transports publics doivent également passer de manière décisive aux sources d'énergie écologiques. Enfin, les jeunes, et particulièrement les étudiants, devraient pouvoir bénéficier de transports publics subventionnés et les personnes handicapées devraient avoir accès à tous les moyens de transport. L'organisation du trafic devrait toujours donner la priorité aux transports en commun, en prévoyant des voies réservées, des feux de circulation et des signaux de priorité.

7. Loisirs

En matière de loisirs, la jeunesse risque de tomber dans différents pièges. D'une part, l'influence excessive des habitudes consuméristes promues par une culture occidentale mondialisée donne aux individus un sentiment bref et irréel de satisfaction lié à la dépense d'argent. L'image de réussite associée à la possession de certains biens vantés par la publicité entraîne un faux besoin d'acquérir des produits superflus. Cette situation est dangereuse d'un point de vue socioéconomique comme environnemental, puisqu'elle conduit non seulement à des dépenses exagérées, qui induisent souvent des dettes

significatives pour les individus ou les ménages, mais entraîne également une surconsommation des ressources naturelles.

Qui plus est, cette surconsommation va de pair avec une situation générale de pouvoir d'achat trop faible pour les jeunes se trouvant dans la situation décrite ci-dessus. Cela réduit encore plus leurs chances d'émancipation puisqu'une bonne partie des rares ressources économiques dont ils disposent est consacrée à la satisfaction de ces désirs plutôt qu'aux besoins fondamentaux. Par conséquent, une majorité de jeunes, dans de nombreux pays européens, ne sont pas autonomes financièrement avant un stade fort avancé de la vie. Et cela est lourd de conséquences pour les économies des ménages, puisque ce sont souvent les parents qui font les frais de cette situation. En effet, dans certains cas ce sont eux qui financent directement cette consommation. Dans d'autres cas, ils la soutiennent encore en termes de frais généraux, puisque le jeune, n'ayant pas les moyens de se payer son propre logement, reste au domicile parental. Cette situation entraîne clairement un retard d'émancipation et amoindrit l'indépendance personnelle.

Nous voulons promouvoir d'autres formes de loisirs car elles peuvent encourager la cohésion sociale et être une source d'éducation non officielle. Passer d'un concept individualiste d'activités de divertissement à une culture des loisirs orientée vers la collectivité peut entraîner des progrès significatifs dans la création d'une citoyenneté active. Cela ne nécessite pas uniquement d'investir dans des infrastructures publiques et d'accroître les ressources publiques en suivant une stratégie claire de cofinancement ciblant des objectifs sociaux. Il s'agit également de revoir complètement l'élaboration des politiques de gestion du temps, comme expliqué à la partie «emploi».

Une autre dimension des loisirs est liée au droit de chacun de disposer de son propre corps comme il l'entend, pour autant que cela ne cause aucun mal ou gêne à autrui. Au lieu d'être taboue, la sexualité devrait être abordée ouvertement, surtout dans un contexte où le fait de ne pas transmettre les informations adéquates ou de promouvoir des messages erronés peut entraîner des risques pour la santé humaine. Cette approche devrait être large et inclure toutes les formes de sexualité consentante, en s'efforçant particulièrement d'atteindre une meilleure acceptation sociale de l'homosexualité. La discrimination et la répression à l'encontre de la communauté LGBTQ doivent cesser: que des pratiques homophobes subsistent toujours dans l'Europe du XXI^e siècle est très préoccupant, et que certaines d'entre elles soient encouragées par des forces gouvernementales dans certains pays est particulièrement inacceptable.

Les domaines évoqués ci-dessus sont des éléments centraux de la politique de la jeunesse et incluent des propositions concrètes visant à améliorer le bien-être réel des jeunes et à les aider de manière fondamentale à développer leur projet de vie dans un avenir proche. Toutefois, la politique de la jeunesse ne s'arrête pas là; au contraire, ce n'est qu'un début. Si l'on veut réellement intégrer les jeunes dans l'élaboration des politiques en vue de leur permettre enfin de s'émanciper et d'être pleinement associés à la société, il s'agit de tenir compte du point de vue de la jeunesse dans toutes les propositions législatives, quel que soit le domaine en question. Les Verts européens ont pour mission de veiller à ce que ce soit le cas. L'avenir de la planète en dépend.